

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale.....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGELER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

La Gazette de Lausanne sera adressée gratuitement jusqu'au 31 décembre aux abonnés nouveaux pour 1892.

LAUSANNE, 22 décembre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

La Chambre des députés française a renvoyé une deuxième fois au Sénat la loi sur le travail des femmes et des enfants dans les fabriques. A une énorme majorité, elle a fixé à onze heures la journée de travail pour les femmes adultes, tandis qu'au Luxembourg on s'était refusé à rien statuer à cet égard. Les sénateurs — s'ils sont ardemment protectionnistes en matière de douanes, — manifestent une grande timidité à faire intervenir la protection de l'Etat dans les questions ouvrières et s'en tiennent aux doctrines un peu surannées du laisser-faire. Ils ont bien voulu intervenir en faveur des enfants, mais limiter le travail des femmes adultes leur avait paru une atteinte à la liberté. Et pour imposer silence à ces scrupules, M. Jules Simon avait usé vainement son éloquence. La Chambre a tenu bon et il est permis d'espérer que sur ce point la victoire lui restera.

La même loi a fourni à la majorité l'occasion de manifester son anti-cléricisme dans une question qui n'a rien de clérical. Le Sénat et la Chambre sont d'accord pour garantir aux ouvriers un jour de repos par semaine. Mais l'une et l'autre Chambre se refusent à ce que ce repos soit légalement fixé au dimanche. M. Léon Say, un protestant, a repris cette question l'autre jour au Palais-Bourbon. Il a vainement tenté de désarmer les préjugés sectaires de ses collègues. Vainement il a fait appel à leur bon sens et leur a rappelé que, depuis des siècles, tous les Français ont pratiqué le dimanche comme jour de repos. Bien mieux, la loi anti-cléricale entre toutes, la loi scolaire, prescrit que les écoles doivent vaquer le dimanche. Le chômage de l'atelier doit coïncider avec la fermeture de l'école. Il serait aussi absurde que cruel de priver les parents du plaisir de passer une journée par semaine avec leurs enfants, et il est inadmissible que les enfants soient livrés à eux-mêmes dans un foyer désert, le jour où leurs parents sont retenus à l'usine. Cent voix de majorité ont refusé de suivre cet appel au bon sens.

Les discours du rapporteur, M. Jamais (du Gard), montre une fois de plus que la haine du prêtre est une vraie borne qui comprime les cerveaux les mieux organisés. L'orateur a stigmatisé dans le repos dominical une dangereuse satisfaction donnée aux « passions cléricales ». Il a pathétiquement adjuré ses collègues, au nom de « la société laïque menacée », de « l'émancipation de la pensée compromise », de ne pas faire cette concession aux « hommes noirs ». Et cette intelligente argumentation a triomphé.

Qu'en résultera-t-il ? Certes les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des patrons fixeront de leur plein gré au dimanche le jour de repos de leurs ouvriers. Mais il se trouvera bien un certain nombre de fanatiques de l'irréligion pour obliger les ouvriers à rester à l'atelier le jour où — danger terrible pour l'émancipation de leur pensée — ils pourraient aller à la messe ou au sermon. C'est rendre à peu près nuls les avantages sociaux et domestiques du repos hebdomadaire.

FEUILLETON DE LA GAZETTE

AMOUR DE JEUNE FILLE

par M^{me} E. CARO

Le passage suivant doit s'insérer dans le feuilleton d'hier, à la première colonne de la seconde page, entre l'alinéa qui finit par ces mots : ... son unique pensée et celui qui commence par : Elle dégagea des syllabes confuses...

Elle était si belle dans ce sombre rayonnement de la passion qu'en un instant toutes les lognettes se tournèrent vers elle : Bertrand avait suivi le mouvement et elle eut l'incompréhensible, la poignante joie de le voir s'arrêter, stupéfié par la surprise, de sentir son regard l'envelopper tout entière, la reconnaître, l'aimer. Oh ! oui, c'était de l'amour... cette morsure aiguë et délicate du long regard immobile, tenace, qui la tenait là, haletante, étouffée d'émotion, c'était de l'amour... Il l'avait vue, enfin ! Il l'avait reconnue, et il l'aimait... Dieu merci, il l'aimait toujours ! quel bonheur ! Elle se renversa avec un sourire éperdu, et, dans un long soupir, elle s'évanouit.

Quand elle revint à elle, elle était au foyer, appuyée contre la poitrine de Nicole. Le général d'Aureville lui faisait respirer des sels...

Durant le trajet de retour, dans la voiture, la voix de Nicole lui arrivait assourdie, comme atténuée par une incommensurable distance. Elle était si loin d'elle, si loin de tout, soulevée, enlevée dans un ravissement ineffable, par la brûlante, délicate sensation de ce long regard extasié qui l'était venu frapper en plein cœur à travers la salle banale, la foule indifférente ! Des fragments de mélodie flottaient dans sa mémoire, une surtout, une phrase de l'orchestre où les violoncelles sanglotants avaient accompagné le regard de Bertrand, l'avaient porté jusqu'à son cœur.

Les Chambres ont ainsi rendu un mauvais service à ceux qu'elles entendent protéger. Ce n'est pas la première bêtise que l'anti-cléricisme fait commettre. Si du moins c'était la dernière !

**

Le télégraphe nous annonce la mort de Mgr Freppel, le seul représentant de l'épiscopat au parlement. Il a succombé hier à une albuminurie, au siège de son diocèse, à Angers. Son dernier discours à la Chambre date de quinze jours à peine. Il était intervenu avec une hauteur de vues et une modération remarquées dans le débat soulevé par l'interpellation de M. Hubbard, peut-être pour atténuer l'effet désastreux des violences de langage calculées de M. Paul de Cassagnac. Bien que sa santé fût depuis longtemps fort délabrée, la mort de Mgr Freppel n'était donc pas attendue en ce moment.

Il y avait dans les tendances et les vues du défunt un côté du moins auquel tous les partis rendront hommage : c'était un patriote ardent et il est permis de dire que ce fils de l'Alsace fut Français avant tout. En 1870, il se multiplia autant que son caractère ecclésiastique le lui permettait, organisant sans relâche des secours et des missions, soit pour les blessés, soit pour les prisonniers détenus en Allemagne. Et il protesta contre l'annexion de son pays natal par une lettre éloquentement adressée au roi de Prusse.

Plus tard, au cours de sa carrière parlementaire, il sut à plusieurs reprises mettre son patriotisme au-dessus des passions de son parti. Quand la droite toute entière cherchait, d'accord avec l'extrême-gauche, à mettre à profit contre le gouvernement de la République les embarras de la France au Tonkin, Mgr Freppel était à plusieurs reprises monté à la tribune pour défendre la politique de M. Ferry et il y fallait quelque courage, car la voix de l'évêque était sans cesse couverte par les huées et les protestations de tous ses amis politiques.

Il va sans dire néanmoins que Mgr Freppel, depuis 1880, date où il entra à la Chambre comme représentant d'une circonscription rurale du Finistère dont il ne cessa dès lors d'être l'âme, s'était considéré comme le représentant de l'Eglise. Il avait repris le rôle tenu à l'Assemblée nationale de Versailles par Mgr Dupanloup, mais il n'était pas, comme son illustre devancier, suspect de tendances gallicanes. Il fut toujours dévoué sans restriction au Saint-Siège dont il suivait docilement les instructions.

Sa parole avait plus d'ardeur que d'onction. Il ne craignait nullement de parler le langage laïque et ne reculait pas devant le mot pour rire. Bien que sa voix fut un peu faible et un peu aigre, il se faisait toujours écouter, et quand cet homme à soutane noire et à ceinture violette montait à la tribune, on tendait l'oreille, sûr qu'il allait dire quelque chose d'intéressant. Mgr Freppel entretenait avec ses collègues de tous les partis des relations personnelles amicales et répondait gaîment aux plaisanteries des plus féroces anti-cléricaux.

Il était né le 1^{er} juin 1827 à Obernay (Bas-Rhin), d'une famille de magistrats, fut ordonné prêtre en 1849 et se distingua d'abord dans l'enseignement. Il était professeur d'éloquence sacrée à la Sorbonne, quand, en 1862, il fut invité à prêcher le Carême devant l'empereur et l'impératrice, à la chapelle des Tuileries. C'est alors que son nom sortit définitivement de l'ombre. Plus tard il prit une part

Cette ivresse dura toute la nuit.

Le matin, le dégrèvement se fit rapide. On avait-elle fait ? quelle folie perverse d'aller troubler Bertrand dans la possession de son médiocre bonheur ? Que pouvait-elle être pour lui ? Il devait l'oublier. Elle ne devait plus le revoir.

Le soir, en rentrant chez elle, elle eut la confusion de trouver la carte du capitaine d'Esparvis. Il était venu et reviendrait. Elle se promit bien de ne jamais le recevoir, et comme, sur ces entrefaites, madame de Feugix se trouvait obligée d'avancer son départ pour le Poitou, et que chez elle seulement elle aurait pu rencontrer Bertrand, elle se flatta de ne plus le revoir.

Une après-midi de printemps où elle se promenait aux Tuileries avec miss Ellen, elle aperçut cependant tout à coup devant elle. Il lui sembla que les arbres tournaient et que le sol tremblait. M. d'Esparvis s'approcha ; elle n'aurait pu dire plus tard comment il se fit que leurs mains se trouvèrent unies par une impulsion irrésistible plus prompte que la pensée. La voix de Bertrand l'attendrissait indiciblement ; il se plaignait de ses visites infructueuses, sollicita la permission de se présenter chez elle de nouveau...

Suite du chapitre XXIII

Lise leva les yeux vers la façade vieillotte et fripée, qu'elle s'étonna de trouver si étroite, si exigüe entre les hauts bâtiments de l'arsenal qui l'écrasent, et la large grille empierrée de terre de la maison Werner. Sa mémoire la lui représentait plus grande, moins décrépite ; elle semblait qu'elle se fût effaïssie et racornie depuis son départ. En revanche, les arbres du jardin voisin avaient grandi et le lierre était si touffu qu'on apercevait à peine à travers le feuillage la façade blanche de la villa.

Lise descendit de la voiture ; aussitôt la porte de la vieille maison cria sur ses gonds rouillés et s'ouvrit sans qu'elle eût sonné ; on l'attendait, car elle avait d'avance annoncé son arrivée.

— Comment va mon frère ?

très active à la polémique soulevée par la *Vie de Jésus* de M. Renan. Sa réfutation de ce livre eut un grand nombre d'éditions, fut traduite en plusieurs langues et resta la meilleure réponse catholique à l'œuvre malsaine du maître de la libre-pensée. En 1869, au Concile de Rome, le défunt fut l'un des champions du dogme de l'infailibilité. C'est à son retour de la ville éternelle qu'il devint évêque d'Angers ; il n'a plus dès lors quitté ce poste, le gouvernement français s'étant sans cesse opposé à ce qu'il avançât dans la hiérarchie.

Avec Mgr Freppel disparaît une des plus hautes personnalités du catholicisme militant.

La nationalisation des voies ferrées.

Berne, 22 décembre.

La question de la nationalisation va entrer dans une phase nouvelle.

Le Conseil fédéral a fait aujourd'hui la répartition de ses départements et a constaté à ce propos — ce que personne n'ignorait d'ailleurs — c'est qu'aucun de ses membres n'avait envie de prendre la succession de M. Welter. Chat échaudé craint l'eau froide. De sorte qu'on en a chargé M. Zemp.

Quelles sont les idées de M. Zemp en matière de chemins de fer ? Il les a développées, il y a quelques semaines, à Sursee, devant une assemblée de députés du parti conservateur de Lucerne, sous la forme d'un programme. Le voici, à grands traits :

1. Nous repoussons l'achat du Central parce que la nationalisation, telle qu'elle nous est proposée, constitue un grand danger pour la liberté du peuple, que menace l'accroissement de la bureaucratie fédérale, et un péril pour l'indépendance du pays par la constitution d'une énorme dette nationale.

2. Nous désirons, d'autre part, une réforme de notre système actuel, mais sur la base d'une révision de la législation et de la conservation des compagnies privées. La révision devrait porter sur les points suivants :

1^{er} Aucun étranger ne pourra siéger dans les conseils d'administration.

2^e Aucune compagnie ne pourra distribuer un dividende dépassant le 4 1/2 pour cent. Le surplus de la recette sera consacré au parachèvement des lignes et à l'amortissement des dettes.

3^e La valeur au capital des voies et des immeubles des compagnies devra être amortie en soixante-dix ans, délai après lequel ils deviendront propriété de la Confédération.

4^e Il sera créé, pour contrôler et surveiller l'exploitation et l'exécution de la loi, un conseil des chemins de fer.

Il sera créé, en outre, une commission permanente des chemins de fer, composée de représentants des cantons, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Cette commission donne au conseil des chemins de fer des avis sur les questions intéressant le trafic.

5^e On recherchera avant tout une fusion des exploitations des grands réseaux.

6^e Les réformes qui nécessiteraient des modifications aux concessions seront poursuivies par voie d'entente avec les compagnies ou, à ce défaut, par la loi.

L'assemblée de Sursee fit siennes ces propositions et décida qu'il devait y être donné suite sous la forme d'une motion, soit par un pétitionnement populaire ou l'initiative. En somme, le programme de M. Zemp et des conservateurs de Lucerne comporte donc la nationalisation par la coopération de la Confédération et des compagnies privées, sans déplacement immédiat de capitaux par un rachat proprement dit, impliquant la constitution

d'une énorme dette nationale que le peuple suisse refusera toujours. Aujourd'hui, M. Zemp est assis dans le fauteuil de M. Welter, il pourra introduire son programme par son action personnelle et sans attendre aucune impulsion du dehors.

D'autre part, la gauche radicale entend que l'Assemblée fédérale étudie elle-même cette affaire et n'en laisse pas l'initiative au Conseil fédéral seul. Voici le texte des propositions de M. Curti destinées à préparer la nationalisation des chemins de fer, sur lesquelles il sera délibéré ce soir dans une réunion spéciale de la gauche.

Le Conseil national décide :

1. Le Conseil national institue une commission chargée d'examiner sous toutes ses faces, de concert avec le Conseil fédéral, la question des chemins de fer suisses (réforme et rachat des chemins de fer).

2. Cette commission est composée de onze membres nommés par le Conseil.

3. Un crédit de 20,000 francs lui est alloué pour ses recherches.

4. Le Conseil des Etats sera invité à nommer une commission semblable qui siégerait en commun avec la commission du Conseil national sous la présidence du président de cette dernière.

Quant au programme d'études de cette commission, M. Curti l'esquissa comme suit :

1. Histoire succincte des chemins de fer en Suisse ; exposé de la législation suisse en matière de chemins de fer.

2. Histoire et économie des tarifs.

3. Statistique des capitaux fournis (subventions de la Confédération, des cantons et des communes ; obligations ; actions, versées effectivement ou libérées sans versement).

4. Calcul du rendement.

5. Données relatives au parachèvement du réseau. A combien s'élèveront les dépenses en perspective pour : 1. la construction (agrandissement des gares, augmentation des voies d'accès, pose de doubles voies, augmentation du matériel roulant, etc.) ; 2. l'exploitation (service de sûreté, caisses de secours, jours de repos, etc.) ; 3. les obligations de construire et les nouvelles lignes projetées ?

Rôle de la Confédération dans la question du percement des Alpes.

6. Des divers modes d'acquisition des lignes et de leurs conséquences : rachat en vertu des concessions (des lignes et du réseau), achat d'actions ; achat de toute l'entreprise par entente amiable ; expropriation (de l'exploitation ou du réseau).

Des divers modes d'exploitation et de leurs conséquences : exploitation en régie ; affermage ; par une compagnie unique.

Nature juridique des concessions : situation juridique lors de leur expiration.

Réunion des capitaux ; amortissement.

7. Organisation de l'administration des chemins de fer pour chacune des suppositions ci-dessus : 1. service technique ; 2. service financier (amortissement) ; 3. réorganisation du département fédéral des chemins de fer ; 4. création de conseils des chemins de fer (avec la participation des cantons et des classes de la population — commerce, industrie, agriculture).

8. Histoire succincte des chemins de fer (et du rachat) dans les autres pays.

Dans ce programme, il ne s'agit encore que d'études, et M. Curti a eu raison de ne pas prendre encore des conclusions. On s'aperçoit, un peu tard, à Berne, qu'avant de trancher la question de la nationalisation, il serait bon de l'étudier. C'est précisément ce que le peuple suisse a demandé le 6 décembre. *Che va piano va sano.*

mais elle avait le cœur touché de compassion et elle sentait qu'elle devait répondre quelque chose.

Arthur eut un rire amer :

— Allons donc ! Tu as eu déjà assez de peine à te décider... Tu aurais bien voulu m'affabuler d'une bonne sœur... et te débarrasser de moi ainsi... Je ne me paie pas de cette monnaie d'Escobar...

Lise rougit.

— Tu aurais été mieux soignée... Je suis partie dès que j'ai connu ton refus... Il n'y a pas huit jours que tu m'as écrit ta maladise...

— Huit jours ! s'écria-t-il avec colère ; cela te semble peu de chose, huit jours... à toi qui te portes bien, qui vas et viens à ton gré, qui bois, qui manges, qui dors... Tu ne sais pas ce que c'est que huit jours pour un malheureux étendu comme moi sur un chevet de torture et qui compte chaque minute par une souffrance, par une rage, une impuissance, une malédiction.

Lise, effrayée de sa violence, essaya doucement de le calmer ; mais il s'exaltait encore plus :

— Non, tiens, ne viens pas me prêcher la patience, la résignation... J'ai horreur des bons conseils, des béates consolations de ceux qui ont toutes leurs aises dans la vie... Et si surtout (il se dressa sur son lit dont les draps défraîchis et fripés pendaient de tous côtés), surtout, vois-tu, ne va pas me dire jamais que c'est ma faute si je souffre... que je ne serais pas où j'en suis si j'avais mené une autre vie !... Je devine ta pensée... c'est cela que tu te dis en toi-même : « Tant pis pour lui... c'est sa faute ! » Eh bien ! c'est horrible d'insulter sur son grabat un misérable qui agonise : — « Voyez comme je me porte bien, moi !... Miss aussi je suis vertueuse ! » Ne me dis rien de pareil, je ne le supporterai pas...

Malgré les douces protestations de sa sœur, il continua :

— C'est que je les connais, moi, les gens de bien, dévots et dévotes, tous impitoyables.

— Je ne te ferai ni reproches ni morale, Arthur...

— Tu aurais dû m'avertir plus tôt, murmura Lise timidement.

Elle ne savait trop si elle pensait ce qu'elle disait ;

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 22 décembre.

Le régime douanier. — Discours de M. Léon Say. — Une élection sénatoriale en Seine et Oise. — M. Hubbard au Vatican.

La Chambre a adopté hier le projet de loi qui autorise le gouvernement à proroger certaines clauses des traités de commerce échéant le 1^{er} février, ainsi qu'à concéder le bénéfice du tarif minimum aux puissances qui accorderaient à la France le régime de la nation la plus favorisée. La majorité en faveur du projet a été considérable. M. Ribot, qui a porté au nom du gouvernement tout le poids de la discussion, ayant eu le talent de rallier aux vues du cabinet une partie des libre-échangistes aussi bien que des protectionnistes.

Si le problème paraissait difficile, voici en résumé l'explication qui peut être donnée de sa solution. Pour les protectionnistes, le ministre des affaires étrangères a combattu l'amendement de M. Léon Say, qui tendait à proroger purement et simplement pour trois mois les traités de commerce. La majorité, dont l'opinion n'est pas douteuse, a vu là la preuve que le gouvernement entendait rester maître de ses tarifs. Pour les libre-échangistes, M. Ribot a accentué le droit que se réserve le gouvernement de traiter même au-dessous du tarif minimum, quitte à se pourvoir après coup de la ratification législative. Les partisans des conventions ont ainsi pu voir luire l'espoir d'une nouvelle ère de liberté commerciale avec les nations disposées à entrer dans cette voie.

De sorte que, la balance faite, le projet du gouvernement a passé après une discussion moins prolongée qu'on aurait pu le prévoir. Le principal opposant, M. Léon Say déjà nommé, paraît d'ailleurs avoir eu plutôt en vue de plaire au gouvernement et la majorité protectionniste, que d'atteindre un résultat pratique. On a remarqué le passage de son discours où il mettait en parallèle la disparition d'un homme comme M. de Bismarck, qui entraîne tout un changement dans les vues économiques et gouvernementales, et celle d'un président du conseil, qui se remplace aisément sans que le système de gouvernement en soit modifié. Si M. de Freycinet disparaissait, ajoutait l'orateur, on pourrait chanter le refrain : « Pourquoi pleurer, puisqu'il ressuscitera ? »

Le mot est spirituel, et l'on sait que l'ancien ministre des finances a autant d'esprit que de talent. Toutefois, on peut se demander si c'était bien là le procédé à employer pour obtenir une concession de la majorité protectionniste.

Du côté du Sénat, c'est toujours la question du vote du budget qui est l'ordre du jour. Je vous ai dit que la commission des finances devait s'occuper lundi de la réforme des frais de justice. Après une longue discussion, elle s'est prononcée pour la disjonction de cette partie du projet, par la raison que le Sénat ne pouvait discuter en si peu de temps une réforme de cette importance.

L'élection sénatoriale qui va avoir lieu dans Seine-et-Oise, et pour laquelle de nombreuses candidatures sont présentées, a donné lieu à une réunion préliminaire où M. Hamel, ancien conseiller municipal de Paris, a été désigné comme candidat républicain. Il est bon d'ajouter que cette assemblée ne comptait qu'une faible partie des électeurs sénatoriaux du département, de sorte que le résultat reste encore incertain. Le *Journal des Débats* pense que le choix de M. Hamel comme principal concu-

deras, n'est-ce pas ? Et tu ne m'en voudras pas si je suis d'abord gauche et maladroite... J'ai tant d'envie de te soulager, mon pauvre frère !

D'un ton radouci, il répondit :

— C'est bien ; tu es une bonne fille, je le sais...

Elle redressa ses oreillers :

— Il me semble que tu es bien mal couché.

— Horriblement !... C'est toujours ainsi ! Une fois jeté la comme un paquet, il faut que j'y reste, fassé-jé assis sur des rasoirs.

En peu d'instants, le lit fut réparé. Arthur rafraîchi, le front baigné d'eau de Cologne, se laissa retomber sur les oreillers avec un soupir de bien-être. Alors, Lise lui servit son souper, auquel elle assista sans y prendre part, car elle avait le cœur trop étouffé. Le soir venu, la tête d'Arthur s'inclinait pour le sommeil.

— Bonsoir ; je n'ai plus besoin de toi, tu es peut-être fatiguée.

— Un peu... Dors bien, Arthur !

— Bonsoir !

Elle allait sortir, il la rappela.

— Embrasse-moi, si je ne te dégoûte pas...

— Mais non, grand bébé... pas du tout. Tâchons de nous aimer, Arthur, afin que nos peines nous semblent plus légères.

Il gromela avec un embarras bourru :

— Oui, oui... pourvu que je dorme ! J'aurai tous les beaux sentiments du monde, si seulement je passe une bonne nuit.

Lise, assurée que son frère avait tout ce qui était nécessaire, avertit le domestique qui devait coucher près de lui la nuit, et se retira quand Arthur la rappela encore.

— Lise !... Je... te remercie d'être venue... quoique ce n'ait pas été de très bonne grâce.

Elle lui sourit, puis dans un épuisement de l'esprit et du corps, elle gagna sa mansarde, suffoquée des premiers pas par une odeur écœurante de tabac et de musc concentrée dans cette pièce qu'on n'avait pas aérée depuis longtemps. Elle s'empessa d'ouvrir la

rent du baron de Courcel, ne doit faire qu'augmenter les chances de ce dernier.

A la suite de l'interpellation de M. Hubbard, on avait raconté que le fougueux député anti-clérical a jadis obtenu une audience du pape, par lequel il avait fait bénir divers chapelets et quelques médailles. De là toute une polémique. A l'heure actuelle, le dernier mot est à M. Hubbard, qui explique sa visite au Vatican comme uniquement destinée à admirer les peintures de Raphaël et de Michel-Ange, et qui proteste contre la prétention de l'Eglise de s'emparer des libre-penseurs même de leur vivant.

Bien que M. Hubbard se représente lui-même comme un nouveau petit Mortara, la discussion n'est pas sans lui avoir fait quelque tort dans les sphères anti-cléricales. Mieux vaut pour un libre-penseur s'abstenir d'aller à Rome.

NOUVELLES POLITIQUES

— La Chambre a adopté hier, sans discussion, l'acte de la conférence internationale de Bruxelles. Voilà une grosse difficulté diplomatique écartée. Tout permet d'espérer que l'action collective des puissances contre l'esclavage va désormais être efficace.

— Les tarifs douaniers, retour du Sénat, sont revenus hier à la Chambre française. Une partie des modifications votées au Palais-Bourbon ont été admises, mais il subsiste quelques divergences nécessitant une nouvelle délibération au Luxembourg.

— M. Millevoye questionnera samedi M. Ribot sur les difficultés entre la France et la Bulgarie, au sujet de l'expulsion de M. Chadourne.

— M. le major von Funcke, qui fut plusieurs années attaché militaire de la légation d'Allemagne à Berne et avait passé à Paris en la même qualité, vient d'être rappelé par l'empereur. Il s'était laissé interviewer à la suite des grandes manœuvres de l'Est, auxquelles il avait assisté, par des journalistes français, qui avaient naturellement publié ses appréciations. Ce manque de réserve diplomatique paraît-il la cause de sa disgrâce.

— On annonce la mort, à l'âge de 75 ans, du général de division Cambrel, dont le nom fut souvent prononcé en 1870-71. Il avait passé sa jeunesse en Afrique et fait, comme colonel, la campagne d'Italie. Il était général de brigade en 1863 et fut promu divisionnaire le 25 août 1870. Il fut grièvement blessé à Sedan et renvoyé en France par les Allemands. Dès qu'il put se tenir debout, il accourut à Tours et demanda du service. Gambetta lui confia le commandement des troupes réunies au sud-ouest des Vosges, avec lesquelles il guerroya, non sans honneur, contre le corps de Werder. Mais sa blessure se rouvrit à plusieurs reprises, et il lui fallut, pour rester à la tête de ses troupes, de véritables prodiges de volonté. Il fut battu le 22 octobre au passage de l'Ognon; et, souvent en conflit avec Garibaldi, que M. de Freycinet soutenait contre lui, eut à subir de nombreuses amertumes. Son commandement lui fut retiré, puis rendu. Et, au moment de la cessation des hostilités, il était à la tête du 19^e corps. Depuis la guerre, il avait commandé le 10^e corps et pris sa retraite en 1881. Cambrel était fils d'un général de brigade du premier empire.

— La Chambre des députés hongroises a accepté en seconde lecture les traités de commerce italien, belge et suisse.

— Le ministre de la guerre italienne a présenté lundi à la Chambre le projet de recrutement pour 1893. Suivant ce projet le contingent est fixé à 105,000 hommes. Ce projet a ceci de particulier qu'il partage la classe en trois catégories. La durée du service pour la première catégorie sera d'un an; pour la seconde de deux ans; pour la troisième de trois ans. La première étant plus nombreuse, cette innovation permettra de faire une notable économie.

— Le ministère roumain, reconstitué le 10 décembre, est déjà mis en minorité à la Chambre des députés. M. Catargi et ses collègues se sont présentés lundi devant la Chambre et aussitôt M. Pascal a proposé une motion de méfiance. Les ministres en ont accepté la discussion immédiate, et, après un débat très vif, la motion a été votée par 78 voix contre 74; douze députés se sont abstenus.

Cet échec n'entraînera pas nécessairement la chute du Cabinet. En prenant le pouvoir, M. Lascari Catargi savait très bien que l'émiettement des partis à la Chambre ne lui permettait pas de compter sur une majorité compacte, et que M. Vernesco, avec lequel il venait de rompre le pacte conclu en 1884 contre M. Jean Brătianu, ferait tous ses efforts pour le mettre en minorité. Dans l'espoir de grouper autour de lui dans l'intervalle un nombre suffisant de partisans, il a demandé au roi et obtenu la prorogation des Chambres jusqu'à lundi. Ce moyen ne lui a pas réussi; mais il en a probablement à sa disposition un autre plus décisif. Tout fait croire, en effet, que le roi lui a promis, au moment de la constitution du Cabinet, de prononcer la dissolution si cette mesure devenait nécessaire. Comme le Sénat est conserva-

teur, c'est-à-dire catargiste, et que le vote d'avant-hier à la Chambre est le résultat de la coalition de groupes incapables de former un gouvernement, la dissolution semble bien s'imposer.

— M. de Boucherville a réussi lundi à constituer le nouveau cabinet de Québec. Il a eu à surmonter dans son propre parti de sérieuses difficultés, car il désirait donner un portefeuille à l'un des membres influents du parti libéral, M. Lepelletier, qui a été un des plus chauds partisans de M. Mercier aux dernières élections. Les conservateurs avaient tout d'abord déclaré que si M. Lepelletier entraînait dans le ministère ils refuseraient leur appui au gouvernement. Ils ont fini par se rendre aux raisons de M. de Boucherville, qui désire détacher de M. Mercier une partie de ses anciens amis, et M. Lepelletier a reçu définitivement un portefeuille. D'après les dernières nouvelles de Québec, le premier soin du nouveau Cabinet sera de nommer une commission royale chargée de rechercher un certain nombre d'irrégularités commises par M. Mercier.

INFORMATIONS DIVERSES

— Les postes anglaises vont établir un réseau téléphonique unissant l'Irlande à la Grande-Bretagne. On se propose également d'établir un nouveau câble téléphonique de Londres à Paris, afin de pouvoir répondre aux demandes de communication qui deviennent de jour en jour plus nombreuses.

— Une dépêche de Constantine (Algérie) annonce que la neige est apparue lundi sur les montagnes élevées.

CONFÉDÉRATION SUISSE

ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

Séance du 22 décembre 1891.

Conseil national.

Garanties de constitution. — Crédits supplémentaires. — Affaires tennesoises. — La Bourse.

Après avoir accordé la garantie fédérale aux révisions constitutionnelles partielles de Zurich et de Schwytz et avoir voté une subvention de 50 0/0 pour la correction du Bärtschliach sur le territoire de Saint-Gall, le Conseil national a voté sans incident saillant les crédits supplémentaires demandés par le Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral demandait entr'autres 110,000 francs pour achat de terrain destiné à agrandir l'emplacement du bâtiment de la nouvelle poste de Genève, qui paraît un peu exigü à présent que le monument est achevé.

M. ABEGG, au nom de la majorité, combat le crédit. Il trouve que la dépense est déjà assez forte.

M. DE WERRA, au nom de la minorité, développe l'opinion contraire. Le bâtiment est fort beau et a produit sur la commission la meilleure impression. Lésiner pour lui donner le complément indispensable ne se comprendrait pas. Il faut donner à ce superbe édifice des dépendances et des abords dignes de lui. Quinze mètres du côté de la rue des Alpes, c'est insuffisant. Le canton de Genève est prêt à faire un sacrifice sur le prix du terrain. Il faut profiter de l'occasion, elle ne se représentera pas.

M. DUBOIS expose que s'il appuie le crédit c'est dans la conviction qu'il s'agit d'une question de prévoyance et de prudence. La Confédération pourra tirer parti du terrain jusqu'au moment où elle en aura besoin pour construire. Quant au gouvernement de Genève, il n'est nullement intéressé dans l'opération, au contraire. Il offre ces terrains à la Confédération pour le prix de 100 francs, et on lui propose un prix supérieur.

Le crédit est voté par 38 voix contre 36.

Une motion et une interpellation sont annoncées. La motion est signée par MM. Schmid (Uri), Ming, Decurtins et Kuntzsch. Elle est ainsi conçue:

Le Conseil fédéral est invité, après avoir consulté les gouvernements cantonaux et dans les limites de la compétence de la Confédération, à étudier la question de savoir et si et de quelle manière on pourrait combattre les abus commis dans le monde de la bourse qui occasionnent des dommages à l'économie nationale et blessent le sentiment du droit des populations et à présenter le plus promptement possible un rapport et des propositions sur cette question.

L'interpellation est de M. de Stoppani, qui regrette sans doute que, l'amnistie votée, et quand les frais d'intervention au Tessin auront été payés par la Confédération, il n'y aura plus de question tennesoise à l'ordre du jour de l'Assemblée fédérale. Il demande donc à interpellier le Conseil fédéral sur l'agitation causée dans le canton du Tessin et spécialement dans l'arrondissement de Mendrisio, par les menaces et provocations continuelles contre la vie et la sécurité des libéraux et par le récent délit de la chambre d'accusation sur l'assassinat Buzzi, éventuellement sur les mesures qu'il a prises ou qu'il entend prendre pour assurer la tranquillité et l'ordre dans le dit canton.

Conseil des Etats.

Conventions postales. — Concessions. — Gothard. — Réferendum.

Le Conseil ratifie les conventions internationales conclues au congrès postal universel de Vienne.

Sont accordées les concessions de chemin de fer: Frutigen-Viege par le Lötschberg; Langenthal-Wauwil; Meyringen-sommet du Hohenstollen (crémaillère); Gais-sommet du Gebis (crémaillère ou funiculaire); Davos-Samaden (prolongation de détal).

Il est alloué un crédit supplémentaire de 22,000 fr. pour couvrir l'excédent de dépenses occasionné par la visite sanitaire du bétail à la frontière.

On adhère à la décision du Conseil national concernant la défense des fortifications du Gothard.

Il est pris acte du résultat des deux votations populaires du 18 octobre 1891.

Le Conseil national a voté un postulat invitant le Conseil fédéral à examiner si, lors d'une double votation, il ne conviendrait pas de remettre aux votants un bulletin distinct pour chaque question. La commission des Etats combat cette innovation, qu'elle taxe de complication inutile; M. Robert y voit au contraire de sérieux avantages.

Le Conseil se range à l'avis de sa commission et supprime le postulat.

Conseil fédéral. — Suivant l'usage, les membres du Conseil fédéral n'envoient pas de cartes de visite pour le renouvellement de l'année.

Consulats. — Le Conseil fédéral a décidé de supprimer le consulat suisse à Panama à partir du 1^{er} janvier 1892.

Banquet politique. — La droite a offert hier après-midi, au Casino, à Berne, un dîner au nouveau conseiller fédéral, M. Zemp.

M. Wirz a porté la santé de M. Zemp. Celui-ci, dans sa réponse, a déclaré que le temps de la négation était passé pour le parti catholique et que celui de l'action commençait.

Ont parlé ensuite: MM. Schaller, vice-président du Conseil des Etats; Clausen, juge fédéral; Menoud, conseiller d'Etat de Fribourg; Bonzanigo, Folletti, Durrenmat, Haeggli, conseiller d'Etat de Soleure; Feigenwinter, député et rédacteur, de Bâle-Ville; Herzog, von Matt, Benziger et Keel.

M. Clausen a dit que, depuis quelques années, le parti catholique a montré qu'il savait contracter des alliances.

M. Feigenwinter a bu à la représentation proportionnelle.

Il y avait environ quatre-vingts assistants.

Traité de commerce. — L'agence Havas annonce que les négociations du traité de commerce italo-suisse s'ouvriront à Zurich le 4 janvier.

Les départements du Conseil fédéral.

Berne, 22 décembre.

Le Conseil fédéral a procédé à la répartition des divers départements entre ses membres comme suit: Département des affaires étrangères: chef, M. Droz, conseiller fédéral; remplaçant, M. Ruchonnet, conseiller fédéral.

Département de l'intérieur: chef, M. Schenk, vice-président du Conseil fédéral; remplaçant, M. Deucher, conseiller fédéral.

Département de justice et police: chef, M. Ruchonnet, conseiller fédéral; remplaçant, M. Zemp, conseiller fédéral.

Département militaire: chef, M. Frey, conseiller fédéral; remplaçant, M. Hauser, président de la Confédération.

Département des finances et des péages: chef, M. Hauser, président de la Confédération; remplaçant, M. Frey, conseiller fédéral.

Département de l'industrie et de l'agriculture: chef, M. Deucher, conseiller fédéral; remplaçant, M. Schenk, vice-président du Conseil fédéral.

Département des postes et des chemins de fer: chef, M. Zemp, conseiller fédéral; remplaçant, M. Droz, conseiller fédéral.

En somme, il n'y a rien de changé et M. Zemp prend simplement la succession de M. Weli.

Pendant le mois de janvier, époque à laquelle M. le conseiller fédéral Droz est empêché de remplacer le chef du département des postes et des chemins de fer, qui est en congé, M. le conseiller Deucher fera l'interim des postes et des télégraphes et M. le conseiller fédéral Schenk celui des chemins de fer.

Exposition industrielle cantonale de Fribourg.

C'est dans une réunion de la Société fribourgeoise des Métiers et Arts industriels, qui eut lieu au mois de juin de cette année, que surgit l'idée d'organiser dans le courant de 1892 une exposition industrielle cantonale à Fribourg. Cette proposition fut accueillie avec beaucoup de sympathie et trouva immédiatement dans tout le canton un chaleureux appui de la part de ceux qu'une pareille entreprise pouvait intéresser. On décida de se mettre de suite à l'œuvre, et si nous jetons nos regards en arrière, nous pouvons aujourd'hui nous réjouir du chemin parcouru.

Des assemblées d'industriels et d'artisans furent convoquées, en août, septembre et octobre, dans les chefs-lieux des sept districts de notre canton. La proposition leur fut soumise et longuement discutée; chacun put faire valoir son opinion, exprimer ses vœux et ses desirs, et partout une unanimité enthousiaste se prononça en faveur de l'exposition.

A la suite de ces décisions, on procéda au travail d'organisation. Un grand comité de l'exposition, ainsi que les différents comités spéciaux furent institués.

tournée surprise, presque effrayé, elle jeta un cri de joie:

— George!... Est-ce bien vous? Mon cher George!...

Elle lui tendit les deux mains qu'il prit et serra dans les siennes pendant que la servante installait Arthur dans la salle basse où il attendait chaque jour l'arrivée du domestique de M. Werner qui aidait à le hisser dans sa chambre.

— Oh! Lise, qu'il y a longtemps... longtemps que je désirais vous revoir... C'était une fatalité, tout s'y opposait: maladies, incidents diplomatiques, missions, tous les éléments étaient conjurés contre moi... Et maintenant que me voici... je tremble de la crainte que vous n'ayez aucun plaisir à me voir!...

— Fi donc, George!... Avez-vous appris à mentir dans votre diplomatie?... Ai-je tant d'amis pour me montrer ingrate envers le meilleur, le plus fidèle?...

— Lise, cria aigrement Arthur, veux-tu donc que j'étouffe en me laissant ainsi enveloppé de fourrures près de ce poêle?... On voit bien que tu es à ton aise toi, avec ton léger manteau.

Bien léger, en effet, le vieux manteau usé de Lise qu'elle n'avait pas songé à remplacer pour pouvoir donner à son frère une chaude pelisse fourrée. Elle se hâta de l'en débarrasser en s'exclamant:

— C'est George... George d'Aureville... qui est venu, dit-elle avec un air joyeux.

— Ce n'est pas une raison, je pense, pour que j'étouffe.

George s'était approché:

— Je suis fâché, Arthur, de vous trouver si souffrant.

— Souffrant! c'est un euphémisme... Martyrisé, torturé, voilà ce qu'il faut dire... Vous voyez un bel échantillon des misères de la bienheure Providence, qui chatie ceux qu'elle aime... C'est du moins ce que l'on s'efforce de me persuader... comme consolation.

Je vois que vous avez, en ce qui vous concerne,

On élaborait et adopta un règlement général de l'exposition et un règlement spécial pour les exposants. Un appel du comité fut adressé à tous les industriels et artisans du canton, les invitant à prendre part à l'exposition. Le résultat financier de l'entreprise fut garanti par une souscription de 200 actions de 20 fr., qui sont presque toutes signées à l'heure qu'il est.

Un grand nombre d'exposants se sont déjà annoncés au comité et les inscriptions arrivent encore chaque jour. Tout porte à croire que jusqu'au 1^{er} janvier prochain, dernier terme d'inscription, la participation sera assez nombreuse pour assurer la réussite d'une exposition digne à tous égards d'attirer de nombreux visiteurs.

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Le Grand Conseil a nommé hier, mardi, par 193 voix sur 214 votants, M. Herrenscheidt, député du district de Berne. Il s'est prononcé, par 168 voix contre 17, pour la réduction du prix du sel, sans augmentation d'impôt.

NEUCHÂTEL. — L'affaire des falsifications d'alcool donne lieu à un procès. On se rappelle que MM. Bollard frères, négociants français, avaient réussi à trouver un procédé pour enlever l'odeur désagréable de l'alcool dénaturé. Cette fraude fut découverte. Les frères Bollard ont disparu. La maison est tombée en faillite, et c'est à la masse que l'administration de l'alcool fait actuellement un procès. Il s'agit d'une somme de dix mille francs. Deux autres procès sont liés à cette affaire au sujet de deux envois d'alcool saisis le jour même de la découverte de la fraude.

CANTON DE VAUD

Fonctions d'église. — Les instituteurs nommés depuis l'année dernière ne sont plus astreints aux fonctions d'église, tandis que ceux qui ont été nommés antérieurement doivent encore les faire. Jugeant qu'il y avait là une inégalité, les instituteurs du canton signent maintenant une pétition demandant au Grand Conseil de décréter pour eux la suppression de l'obligation des fonctions d'église.

Impôt mobilier.

On nous écrit: Dans votre numéro du 21 décembre, sous le titre: « L'impôt mobilier et les étrangers », vous faites connaître l'interprétation de la loi de 1886 donnée par le Conseil d'Etat, pour ce qui concerne les étrangers.

Ce ne sont que ceux qui ont fait la preuve de leur intention de se fixer dans le canton de Vaud ou ceux qui y ont transporté leur principal établissement qui seront soumis à l'impôt.

Pourquoi les Suisses d'autres cantons qui déclarent ne pas vouloir se fixer dans le canton de Vaud et qui veulent conserver leur principal établissement, leur industrie et l'exercice de leurs droits dans leur canton d'origine, sont-ils soumis à l'impôt mobilier s'ils résident temporairement dans le canton de Vaud?

M. Aug. Cordey a été frappé des inconvénients de la loi d'impôt qui a empêché nombre d'étrangers de venir résider dans le canton de Vaud et d'y acquiescer des immeubles; il pourrait constater que le même effet s'est produit pour beaucoup de confédérés qui, payant l'impôt sur leur fortune dans leur canton, préfèrent renoncer à séjourner sur terre vaudoise plutôt que de s'exposer à des réclamations du fisc vaudois.

Une interprétation de la loi claire et précise comme celle qui précède, mais s'appliquant aux Suisses d'autres cantons, aurait de grands avantages et chacun saurait à quoi s'en tenir.

VILLENEUVE. — On nous prie d'annoncer qu'une salle de lecture va prochainement s'ouvrir à Villeneuve. Elle a pour but d'offrir aux jeunes gens, à ceux surtout que les circonstances privent des avantages de la vie de famille, les moyens de passer les soirées d'hiver d'une manière agréable et utile. Les personnes qui voudraient bien s'intéresser à cette œuvre et qui disposeraient d'ouvrages instructifs et moraux sont priées de les adresser à MM. Jacques, pasteur; Roud-Teszt, Dufloin ou Poinier, instituteur secondaire, qui les recevront avec reconnaissance.

Nyon. — Samedi 19 décembre a eu lieu à Nyons, dans la grande salle du Château, et sous la présidence de M. Cretenoud, l'assemblée générale annuelle de l'Union des Sociétés de la Suisse romande pour la protection des animaux. Un nombreux public d'adultes et d'enfants avaient répondu à l'appel.

M. Engène de Budé, de Genève, a donné des détails sur la situation de la fédération qui compte actuellement sept sections et en comprendra bientôt neuf, car on espère voir aboutir les démarches faites à Vevey et dans le Valais pour la création de deux nouvelles sociétés locales. Dans son discours, M. de Budé s'est étendu sur la question brûlante de l'abattage israélite. Il a émis le vœu que, pour terminer ces tristes débats, on adopte dans toute la Suisse, au moins comme procédé transitoire, la méthode usitée à Genève, consistant par M. le grand rabbin Wertheimer et qui a l'immense avantage de sauvegarder l'humanité envers les animaux et de respecter la liberté religieuse.

échappé aux libéralités célestes... et je me permets de vous en féliciter.

Lise écoutait sans s'émouvoir, habituée à de pareils discours.

Elle offrit à son frère un verre de vin de Malaga et quelques biscuits. Il les prit d'un air sardonique.

— Qu'est-ce que ce vin?... Et ces biscuits, je suis sûr qu'ils ont plus de quinze jours!

— Veux-tu qu'on en aille chercher d'autres?

— Mais non, mais non, s'écria-t-il avec agacement; je n'aime pas le gaspillage, tu le sais bien... Ne me fatigue pas exprès...

Georges essaya de lui dire quelques mots d'espoir, d'encouragement. Mais il ne réussit qu'à l'irriter; il se répandit en plaintes détournées contre sa sœur et en violentes injures contre les médecins. Lise l'écoutait avec douleur.

— Arthur, je t'en prie, ne l'agite pas ainsi... tu auras la fièvre ce soir.

— Est-ce ma faute?... Tu sais bien que tout incident m'énervé, me surexcite... tout... tout!

Il se jeta en arrière d'un air exécuté. La présence de George lui était désagréable! son amour-propre souffrait devant lui, et, de plus, il était jaloux de la joie de Lise... jaloux de la figure virile, de la forte carrure de George, de cet ensemble robuste et sain à côté de son propre délabrement. Georges devina sa malveillance.

— Je crains de vous fatiguer et d'ajouter ainsi à vos souffrances, dit-il en prenant congé.

Excusez-moi, reprit Arthur un peu honteux de sa grossièreté; un malade est un personnage fâcheux, etc.

— Un malade a tous les droits. Et s'adressant à Lise:

— Ne vous reposerai-je pas? demanda-t-il tout bas.

— Vous restez un peu de temps?

— Quelques jours seulement.

— Venez demain, vers deux heures... C'est le mo-

Des rapports de section des plus intéressants ont été communiqués par les divers délégués: Lausanne (Cretenoud), Nyon (Maquelin), Rolle (Henchoz), Neuchâtel (Lardy), Fribourg (de Remy), Château-d'Œx (Ramel), Genève (Cuenoud).

GRANDSON. — L'ouvrier de campagne arrêté comme prévenu de l'incendie de Champagne a été relâché, sa culpabilité n'ayant pu être démontrée.

LA SARRAZ (Cort.). — Le lac à patiner de La Sarraz, d'une superficie 16,000 mètres carrés et à trois minutes de la gare, est recouvert d'une glace superbe.

Sans nul doute les amateurs de patinage y viendront d'autant plus nombreux pendant les fêtes de Noël et du Nouvel-An que des divertissements seront organisés par le comité. On se propose également d'établir un restaurant sur la glace et nous rappelons que depuis le printemps dernier, il existe sur la route qui va de la gare au patinage un café-chocolat très bien tenu. Voilà de quoi satisfaire les plus difficiles.

VARIÉTÉS

Pictet de Rochemont (1)

C'est de l'histoire suisse autant que genevoise, celle qui est contée et documentée dans ce beau volume. On y suit, pas à pas et pour ainsi dire jour après jour, non-seulement toutes les phases des négociations internationales pour la constitution de Genève en canton suisse, le désenclavement de son territoire et le rattachement de l'illustre petite république au territoire de la Confédération, mais on y saisit encore sur le vif les conditions d'existence de la Suisse elle-même au commencement du siècle. Ensuite que le livre intéresse la Suisse dans son ensemble comme Genève. Au surplus, ces deux termes sont heureusement identiques aujourd'hui, s'ils ne l'étaient pas encore il y a cent ans: toute recherche portant sur les origines de l'un de nos cantons sollicite l'attention des historiens sérieux de tout le pays.

Il faut se reporter à 1814 et 1815 pour bien mesurer tout l'espace parcouru depuis lors. A vrai dire, la Suisse n'existait pas quand Pictet de Rochemont la représentait à Paris. Disloquée et démembrée par l'invasion et la guerre, par les exagérations unitaires de la République helvétique et les réactions qu'elles provoquaient, par les décrets spoliateurs et le lourd protectorat de Napoléon, la Suisse n'avait pas pu se ressaisir pendant la période impériale. Le rétablissement de la paix la prenait au dépourvu. La Diète représentait bien une sorte de pouvoir central, mais le lien fédéral était tenu et faible à se rompre à la moindre tension. L'idée nationale qui fait l'unité et partant la force morale et matérielle d'un peuple en était absente. Ainsi, quand Genève délivrée sollicitait son entrée dans l'alliance, on n'y admettait pas d'enthousiasme cette ancienne alliée; on mit à l'accueillir peu d'empressement, et c'est triste vraiment de voir à combien de considérations mesquines et de petites réserves les délégués des cantons s'attardèrent avant de donner leur adhésion. En fait, l'accession fut ordonnée par les puissances d'Europe avant d'être consentie par la Diète.

Il y a des pages glorieuses dans l'histoire de la Suisse: toutes ne le sont pas, malheureusement; celles qui nous montrent la Suisse divisée et impuissante de 1814 sont parmi les plus lamentables. Le mérite des hommes, très rares alors, qui, comme Pictet de Rochemont, conservèrent au milieu du désarroi général, des rivalités et des compétitions cantonales, la foi dans une Suisse unie et forte, est d'autant plus grand. Ils dépassent de cent coudées toute leur génération par leur confiance dans l'avenir et la vision nette qu'ils eurent d'une patrie suisse, alors que l'égoïsme cantonal le plus étroit obscurcissait chez tant d'autres toute clairvoyance et tout jugement.

Il est évident que l'incorporation de Genève à la Suisse ne pouvait être pour celle-ci qu'un très grand gain, même abstraction faite des liens anciens qui avaient uni la petite république à la famille helvétique. Et néanmoins les hommes qui surent le voir, quand Pictet de Rochemont les sollicitait et demandait aux puissances qu'elle fût consacrée matériellement par la contiguïté des territoires, étaient le petit nombre. On peut dire que Pictet et ses amis

(1) EDMOND PICTET. — *Biographie, travaux et correspondance diplomatique de G. Pictet de Rochemont*, Député de Genève après le congrès de Vienne 1814. Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Suisse à Paris et à Turin 1815 et 1816. 1765-1824. Avec un portrait et une carte. Genève, Georg, éditeur. 1892.

ment de la sieste pour Arthur. Elle l'avait reconduit jusqu'à la porte; ils se serrèrent la main.

— Est-il parti, enfin? s'exclama Arthur. Que vient-il faire ici? Se régaler de la vue de mes misères? Jouir de mon infirmité?... De pareilles visites sont odieuses... Est-ce qu'il compte revenir?

— Il va repartir prochainement; tu ne seras pas longtemps importuné par sa présence...

— Je ne veux pas le revoir...

— Eh bien! je te le promets, tu ne le verras plus.

Le lendemain, à l'heure fixée, George était dans la salle basse, attendant Lise. Elle ne tarda pas à arriver.

— Suis-je en retard?... Je faisais la lecture à Arthur, et je ne pouvais le quitter avant qu'il fût endormi.

— Quel esclavage!... Vous pérez à la tâche.

Ils s'assirent l'un en face de l'autre au coin de la cheminée.

— J'ai peu de liberté, cela est vrai... Mais le temps passe plus vite ainsi... et la tâche a ses récompenses...

— Quelles récompenses, juste ciel!... Hier, je suis sorti navré. Si malade, si infirme que soit Arthur, on ne saurait supporter tant d'égoïsme et d'ingratitude... C'est révoltant!

— Il souffre si terriblement... et sans relâche!... Personne ne pourrait, je crois, résister à une telle continuité de maux... Il n'exagère pas: c'est un martyre...

— Il est sans doute fort à plaindre, mais par sa faute. Ce sont ses excès qui l'ont amené là.

— Quand cela serait-il! n'en est-ce que plus malheureux. Il devine le peu de sympathie qu'inspirent ses souffrances. La compassion que mérite le moindre animal malade, c'est à peine si on lui en fait l'aumône.

— Les animaux sont reconnaissants...

de Genève furent pendant longtemps presque seuls à lutter. Même le général Laharpe, un voisin, un patriote qui sentait, lui, à un très haut degré, la nécessité pour la Suisse d'une organisation intérieure plus ferme pour lui donner du maintien et de la consistance dans un moment où on remaniait la carte de l'Europe avec tant de facilité, Laharpe se montra au début très froid, presque hostile aux sollicitations genevoises. La correspondance de Pictet de Rochemont nous fournit à cet égard de curieux renseignements.

Pictet était à Paris en mai 1814. Genève avait été reconnue terre suisse par le traité du 30 mai, mais sans qu'il fût ajouté un pouce de terrain à l'ancien territoire de la république. Tout ce qu'on avait obtenu, c'est que la France cédât aux Genevois, pour les relia au canton de Vaud, l'usage de la route de Versoix. La cession du pays de Gex, formellement consentie d'abord, même par la France, avait été retirée subitement sur l'intervention personnelle de l'empereur Alexandre qui trouvait les conditions générales de la paix trop dures pour la France.

Pictet de Rochemont en était navré. Il aurait voulu aborder personnellement l'empereur Alexandre et pour cela lui être présenté par le général Laharpe, l'ancien précepteur du monarque. Il en avait exprimé le désir à M. Henri Monod qui avait fait la source oreille. Il tenta alors une démarche directe. Dix fois il frappa en vain à la porte de l'ancien directeur helvétique. Pictet se décida alors à écrire :

Quoique je n'aie pu réussir à vous rencontrer, écrit-il au général le 1^{er} juin, et que j'aie lieu de croire, par quelques mots que vous m'avez écrits, que vous me supposez des opinions différentes des vôtres sur certains points, je pense que vous êtes d'accord avec moi à considérer comme un malheur pour la Confédération helvétique :

1^{er} Que la France, en conservant le pays de Gex, coupe Genève de la Suisse et possède un district géographique enclavé dans l'Helvétie ;

2^o Que Genève abandonnée à elle-même, isolée et presque cernée par la France, possédant des fortifications qui peuvent tenter et non défendre, se trouve exposée à être occupée par les troupes françaises quand tel sera le bon plaisir du Roi ou de ses ministres et servira à la France, dans cette supposition, de vedette sur la Suisse, de place d'armes et de point d'appui pour ses opérations ultérieures.

Si telle est votre opinion, monsieur, je vous propose d'examiner l'idée d'affaiblir les graves inconvénients de cet article du traité en nous reliant à la Suisse par le Chablais.

Pictet montrait à Laharpe la nécessité de donner à Genève, c'est-à-dire à la Suisse dont elle faisait désormais partie, des frontières favorables au maintien de son indépendance et de sa neutralité. Puis il terminait ainsi :

Cette indépendance politique, cette sûreté sont la grande intérêt du canton de Vaud comme du nôtre. Protestants et républicains, nous avons tout à craindre, dans la suite, d'un gouvernement qui va être très catholique et peut-être plus absolu que ne le voudraient les constituants. Si la faute commise en ce qui regarde le pays de Gex est irréparable, tâchons du moins d'en affaiblir les effets.

Laharpe ne connaissait pas alors personnellement Pictet de Rochemont, mais celui-ci lui avait été recommandé par Ph.-A. Stapfer, l'ancien ministre de la République helvétique et l'ami intime du général. Stapfer avait vivement insisté pour que celui-ci reçût et assistât le député genevois auprès du tsar :

C'est un homme d'un grand sens et qui a les idées les plus libérales, lui avait écrit Pictet le 10 mai. Je crois que vous seriez fort content de lui... Il a demandé à M. de Nesselrode d'être présenté à l'empereur de Russie comme député de Genève. On lui a promis qu'il le serait, mais il désirerait plus vivement encore de lui être présenté comme ami de Fellenberg et par vous, très cher concitoyen. Il attache un grand prix à obtenir, sous vos auspices, la permission de remettre à l'empereur une lettre de Fellenberg et de l'entretenir des projets du dernier relatifs à l'amélioration du sort des pauvres et de l'instruction du peuple. Ses idées me paraissent bonnes, très pratiques et dignes d'être soutenues à votre égard. M. Pictet lui lui exposera avec beaucoup de clarté ; c'est un esprit méthodique et lumineux. J'aurais bien du plaisir à apprendre que vous avez eu la bonté de lui procurer un entretien avec l'empereur. Comme M. Pictet est outre-contre les Bernois, il dirait sur leur egoïsme et leur machiavélisme des choses fort bonnes à savoir. Quelle que soit à l'égard de cette audience votre détermination, je voudrais au moins que vous permiez à M. Pictet de venir vous entretenir en lui donnant un rendez-vous. C'est un homme qui est fort au-dessus de tous les préjugés de nos patriotes 1^{er} actuels et 2^{es} en

herbe ; il a marché avec son siècle et est animé de l'amour du bien. Il désire extrêmement de s'aboucher avec vous (1).

Laharpe voulait-il garder le monopole des entrevues directes avec le tsar pour les affaires de Suisse ? Ne voulait-il pas accrédié auprès du souverain les doctrines pédagogiques et les expérimentations agricoles de Fellenberg qu'il tenait pour un « charlatan » ? Le fait est que, nonobstant les sentiments de Pictet à l'endroit des patriotes bernois, sentiments bien faits pour lui valoir les sympathies de Laharpe, celui-ci fit au député genevois une réponse, à tout prendre, peu aimable :

J'ai beaucoup désiré que Genève recouvrât son indépendance, écrit Laharpe, et mes démarches à cet égard ont été d'autant plus actives qu'elles ont été plus désintéressées. Un habitant du canton de Vaud ne pouvait être excité que par de nobles sentiments lorsqu'il se rappelait tout ce que les Patriotes de Genève avaient fait pour seconder les Bernois, toutes les intrigues genevoises dont le but était l'incorporation du canton de Vaud à la France. J'ai désiré plus. Convaincu qu'abandonnée à elle-même, Genève succomberait tôt ou tard, j'ai travaillé à la faire agréger à la Suisse comme canton, à lui procurer un territoire assez étendu pour lui procurer quelque importance. Ces vœux paraissent admissibles, mais elles n'ont pu être réalisées. Pour réussir dans les négociations, il faut de l'union chez les intéressés, et il n'y en a ni chez vous ni chez les Suisses...

Les considérations que renferme votre lettre sont justes, même c'est pour cela même qu'elles seront parfaitement inutiles. Il n'y a en Suisse — une douzaine d'hommes exceptés — que des hommes d'Etat de petites villes, pour qui toutes les vues élevées ou d'intérêt général sont autant de péchés contre le bon Dieu. Parlez à ces espèces-là des biens communaux de leurs paroisses, de tels ou tels petits emplois, de telles ou telles prééminences, etc., vous serez compris ; mais si vous parlez des intérêts de la Suisse entière, vous aurez parlé un langage inintelligible. J'ai pris le parti de laisser tout aller. J'avouerai même que les affaires de la Suisse m'inspirent un dégoût insurmontable. C'est un beau pays, dont il ne faut presque pas connaître les habitants pour s'y plaindre.

Pictet répondit point par point. Jamais Genève n'avait intrigué pour que Vaud fût incorporé à la France :

On ne peut pas répondre des propos inconsidérés de quelques individus dont les intérêts se trouvent accidentellement froissés, mais cela n'aurait dû mériter de votre part, monsieur, aucune attention. Je répondrais sur ma tête que, soit par sentiment, soit par intérêt, la presque totalité des Genevois aurait vu la réunion du canton de Vaud avec une véritable consternation et le regret le plus douloureux. Nous aurions envisagé cet événement comme la mort des espérances que nous nous plaisions à nourrir sur la restauration de notre indépendance.

Quant à l'union, si elle n'existait pas entre Suisses, elle existait tout au moins entre Genevois. « Jamais la population d'un Etat n'a exprimé sur un objet d'intérêt public un vœu plus unanime. » Ici, c'est le diplomate qui parlait. Pictet savait au fond que si à Genève on désirait un « arrondissement » et la configuration des frontières suisse et genevoise, on n'était pas d'accord du tout sur les proportions. « Tot capita, tot censui » dans le conseil, même sur la question du territoire futur !... Tu dois t'en apercevoir dans ta correspondance », lui avait écrit son frère quelques jours auparavant.

Puis, Pictet revenait, non sans quelque malice, aux arguments personnels :

Je déplore avec vous, monsieur, l'esprit de vertige qui semble s'être emparé de ceux qui étaient placés pour influencer sur le sort de leur patrie, cet esprit étroit et passionné qui s'exerce sur de petits intérêts et fait perdre de vue les dangers dont la chose publique est menacée, mais, permettez-moi de vous le dire, monsieur, votre découragement ne me paraît ni suffisamment motivé ni digne de votre bonne philosophie et de votre caractère...

L'Europe sait que vous êtes honoré de la confiance de celui qui proclame en toute occasion sa reconnaissance des sentiments libéraux que vous avez développés en lui, des leçons de vertu qu'il a reçues de vous. Les grandes positions imposent de grands devoirs. Et quelle plus grande position que celle que crée la confiance d'un tel prince ?...

Pictet de Rochemont garda de cette correspondance l'impression que Laharpe l'avait desservi auprès d'Alexandre. « On a représenté (à Alexandre), écrit-il le 4 juin à M. Turrettini, nos messieurs comme enroulés d'idées aristocratiques à la bernoise. Il ne vous est pas difficile

cile de deviner l'origine de cette insinuation et d'en juger l'effet. Cela m'a expliqué bien des choses... On n'a pas voulu donner à B [Berne] un allié contre le canton intermédiaire. »

Nous n'avons pas la prétention d'élucider ici ce point délicat d'histoire. Peut-on accuser Laharpe, comme le fait plus ou moins nettement Pictet de Rochemont et après lui M. Edmond Pictet, son biographe, d'avoir « laissé échapper » le pays de Gex ou même « de l'avoir repoussé de parti pris » ? La preuve de cette insinuation n'est pas fournie. Elle est en opposition avec les déclarations formelles de Laharpe, avec l'intérêt évident du canton de Vaud, avec l'attitude très sympathique que Laharpe observa à l'endroit de Genève pendant le congrès de Vienne et avec les services marqués qu'il rendit alors à Genève et que Pictet de Rochemont d'ailleurs est le premier à reconnaître.

Quoiqu'il en soit, on peut juger d'après cet incident des difficultés que Pictet de Rochemont eut à surmonter. S'il eût de la peine à s'entendre avec Laharpe, combien plus n'en eût-il pas à prendre pour rallier les délégués des grands cantons de la Suisse allemande et de la Diète et surtout pour intéresser à la cause de la petite république de Genève les ambassadeurs des grandes puissances !

C'est le grand mérite de Pictet de Rochemont de ne s'être laissé rebuter par aucun obstacle. Là où un diplomate de carrière eût échoué peut-être, ce négociateur inexpérimenté que les périls de la patrie avaient arraché à l'élevage du mérinos et à la rédaction de la *Bibliothèque britannique* réussit, grâce à son admirable persévérance, à sa ténacité que rien ne lassait, ni l'indifférence des uns, ni l'hostilité des autres, ni les mensonges de Talleyrand, ni l'ignorance de lord Castlereagh auquel il fallait vingt fois refaire la carte du Jura et du Valais, ni les sarcasmes, ni les railleries, ni la froideur et les mesquines jalousies de ses propres compatriotes. Il faut suivre Pictet de Rochemont dans sa correspondance pour se rendre compte du travail de Sisyphe qu'il accomplit, à Paris, à Vienne et à Turin, travail rebutant, sans cesse à reprendre et à recommencer, dont il ne voyait pas la fin lui-même et qu'il a poursuivi pourtant, soutenu qu'il était par son ardent amour pour son pays, sans jamais se décourager et sans presque jamais se plaindre.

Certes, ce fut un grand bonheur pour Genève, dans cette crise vitale de 1814 et 1815, où il s'agissait pour elle d'être ou de ne pas être, d'avoir à son service un esprit aussi clairvoyant, un gentilhomme aussi accompli et aussi versé dans le commerce des grands de ce monde, un travailleur aussi infatigable, un caractère aussi noble et aussi généreux.

Quant à la Suisse, que Pictet de Rochemont servit avec non moins de sagacité et d'abnégation, elle doit un hommage spécial à ce patriote libéral, un des premiers parmi ses hommes d'Etat qui, dans l'état de décomposition où la Confédération était tombée, sut discerner l'avenir dans un affermissement du pouvoir central, dans l'organisation d'une forte armée nationale, dans l'avènement d'une jeune Suisse, éprise de liberté et d'indépendance.

Le livre de M. Edmond Pictet fait bien ressortir tout cela. Il n'y fallait au reste aucun artifice ; il suffisait, comme l'a fait l'auteur, de mettre tout simplement Pictet de Rochemont d'aplomb dans son cadre pour qu'aussitôt les traits de cette attachante et belle figure prissent tout leur relief. S'il en fut jamais que la reconnaissance d'un peuple dut fixer par le marbre ou le bronze, ce sont ceux de ce grand citoyen.

Ed. S.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

TRIBUNAL CANTONAL

Séance du 8 décembre 1891. — Le sceau doit être accordé à l'exploit présenté au juge de paix par un fondé de pouvoir spécial. L'art. 25 c. p. c. n'impose nullement au juge l'obligation de s'assurer, à ce moment-là, si le requérant avait pouvoir d'ester en droit. Le moyen consistant à dire que le requérant n'était pas autorisé par son conseil judiciaire, ne saurait être invoqué dans un recours contre le sceau. — U. c/g.

Le lait ne rentre pas dans la catégorie de substances dont on doit au principe général sur les biens du débiteur. La disposition de l'art. 1575 § 2 c. c., comme toutes celles qui ont trait aux créances privilégiées, doit être interprétée dans un sens restrictif.

A teneur des art. 705 et 710 c. p. c., ce sont les créanciers saisissants seuls qui sont en concours et qui peuvent être admis dans le tableau de répartition, suivant l'ordre fixé par la loi. — A. c/d.

Séance du 9 décembre 1891. — L'art. 278 c. c. s'applique uniquement aux parents qui sont chargés de la tutelle au moment où leurs enfants deviennent majeurs et non pas aux parents qui ont perdu la tutelle avant la majorité de leurs enfants.

Cet article concerne, d'ailleurs, les comptes de tutelle, et non pas les règlements de comptes ordinaires ; il ne saurait être invoqué par une mère, qui, ayant cessé d'être tutrice, formule, contre sa fille mineure, des réclamations auxquelles la défenderesse répond en opposant la compensation de certaines valeurs dues par la mère.

On ne saurait opposer à un mineur une transaction qui n'était pas encore ratifiée par la justice de paix au moment de l'ouverture du procès dans lequel cette pièce est produite, alors surtout que celui qui a transigé au nom du mineur n'était plus revêtu de la tutelle au moment de la ratification, et que le nouveau tuteur est resté complètement étranger soit à la transaction soit à la ratification (c. c. art. 246 et 262).

Les art. 377 et 387, 2^e alinéa, c. c. sont applicables à un animal destiné à l'élevage et vendu par l'usufruitier, peu de jours avant la fin de l'usufruit ; dans ce cas, l'usufruitier est comptable du prix de vente, et non de la valeur qu'avait l'animal au commencement de l'usufruit. — P. c/m.

Séance du 16 décembre 1891. — Lorsqu'une phrase écrite en langue étrangère est sujette à des interprétations diverses, et donne lieu à une traduction faite par un expert, le juge n'est pas obligé de s'en tenir uniquement à la traduction de l'expert, mais il peut aussi examiner soit les traductions produites par les parties, soit le texte original, soit enfin l'ensemble des faits et des pièces qui peuvent servir à établir le sens du texte ambigu (c. p. c. art. 193, 2^e alinéa et 216). — G. c/f.

DÉPÊCHES

Berne, 23 décembre. — Le Conseil national adhère aux décisions des Etats concernant les concessions de chemins de fer. (Voir le compte-rendu de la séance d'hier.)

Les Etats adhèrent aux décisions du National concernant les constitutions de Zurich et Schwytz.

Berne, 23 décembre. — La gauche radicale, réunie hier soir au restaurant Born, a discuté les propositions Curti. Ont pris la parole MM. Curti, Kunzli, Zschokke, Ruffy, Comtesse, Favon, Hilty, Eckenstein, Cornaz et Gottscheim.

Une commission a été chargée de rédiger une motion à déposer en janvier. Elle est composée de MM. Kunzli, Brunner, Ruffy, Stossel, Gottscheim, Curti et Cornaz.

Berne, 23 décembre. — Le bruit court à Berne de la prochaine démission de M. le colonel Bleuler de ses fonctions de président du conseil de l'Ecole polytechnique.

On parle déjà, pour le remplacer, de M. le président Welter.

Berne, 23 décembre. — La section suisse de la Ligue de la paix, réunie mardi dernier, à la Cigogne, sous la présidence de M. Gobat, a chargé un comité composé de MM. Gobat, Hilty, Stockmar, Lienhard et Bähler, tous à Berne, d'examiner jusqu'au 18 janvier comment le congrès de la Ligue générale de la paix qui doit avoir lieu l'an prochain à Berne pourrait être fusionné avec la Ligue parlementaire internationale de la paix.

Berne, 23 décembre. — On constate après coup que Wuest, le financier en fuite, a été condamné à six mois de réclusion à Bâle, il y a quelques années, pour faux et détournements, et qu'il avait été aussi condamné à Lucerne. La bourse de Bâle lui était interdite.

On prévoit la liquidation de la Caisse hypothécaire (Bodenkreditanstalt) de Berne.

Bucnos-Ayres, 23 décembre. — Les désordres se sont renouvelés dans la province brésilienne de Rio-Grande-du-Sul.

Des troupes de l'Uruguay ont été envoyées à la frontière.

Massaouah, 23 décembre. — Livraghi sera transporté en Italie, d'où il sera conduit sous escorte à la frontière suisse.

Rome, 23 décembre. — D'après une dépêche privée, 200 ouvriers environ, revenant de travailler au chemin de fer de Solmona à Isernia (Apennins napolitains), auraient été surpris par une tempête de neige, en partie asphyxiés et en partie gelés. On a retrouvé déjà quinze cadavres ; plus de vingt autres ouvriers manquent à l'appel.

Hambourg, 23 décembre. — Un incident assez curieux vient de se produire dans

l'arrondissement de Geestmünde-Bremerhaven, qui a élu M. de Bismarck au Reichstag. Les socialistes avaient convoqué une assemblée dans le but de sommer l'ex-chancelier de donner sa démission puisqu'il ne veut pas remplir son mandat. Ils avaient fait venir de Hambourg plusieurs orateurs en renom de leur parti, entre autres le fabricant de cigares Schmalfeld. D'autre part, les Bismarckiens avaient obtenu le concours du Dr Hahn, de Berlin. La discussion n'a pas duré moins de quatre heures. Elle a été extrêmement âpre. M. Schmalfeld a reproché entre autres à M. Hahn de faire opposition au gouvernement actuel en soutenant M. de Bismarck. Néanmoins les socialistes ont été battus. L'assemblée a voté à une grande majorité cet ordre du jour : « L'assemblée populaire convoquée par les socialistes approuve sans réserve l'attitude de son représentant, le prince de Bismarck, et lui exprime, aussi pour l'avenir, son absolue confiance. »

St-Petersbourg, 23 décembre. — Divers journaux russes prétendent que l'ex-roi Milan de Serbie sollicite du schah un poste de général de cavalerie dans l'armée persane.

Paris, 23 décembre. — M. Albert Wolff vient de mourir. Il fut pendant de longues années le chroniqueur parisien du *Figaro*. Ses comptes-rendus du salon de peinture ont toujours été très remarqués. Depuis la mort de M. Vitu, il était chroniqueur théâtral du *Figaro*. Israélite allemand d'origine, M. Albert Wolff n'en était pas moins une des personnalités parisiennes les plus en vue.

Paris, 23 décembre. — L'*Intransigeant* dit apprendre que M. Jules Simon est à toute extrémité et qu'on conserve peu d'espoir.

Paris, 23 décembre. — Le *Figaro* croit savoir que le voyage de la tsarine en France est aujourd'hui décidé. L'impératrice débarquerait à Brest en février et viendrait ensuite à Paris et à Marseille.

Dans une réunion royaliste, le comte d'Haussonville a démenti que le comte de Paris songe à renoncer à la politique. Il a ajouté que l'apaisement des esprits n'existe nulle part ; que les royalistes continueront donc à combattre.

Ed. Fehr, éditeur.

LES LIVRES

Nous signalons un charmant album qui vient de paraître chez les libraires Frey et Conrad, de Zurich, en vente dans nos principales librairies. Nous voulons parler des « Modèles pour genre antique », reproduction d'anciennes faïences, par Mlle E. Colomb, avec la collaboration de Mme E. Vouga. Le Rouen, style Louis XIV, la faïence hollandaise, le Montier, les vieux Strasbourg, Nevers et Marseille, qui figurent dans les trois albums déjà publiés, sont d'un choix excellent, d'une reproduction qui n'est pas très difficile, de nature à satisfaire, à développer le goût artistique. La décoration des ouvrages de céramique, de plus en plus en faveur, trouvera dans cette publication un utile auxiliaire et donnera une grande satisfaction aux amateurs, nous en sommes convaincus. Mmes Colomb et Vouga préparent d'autres albums qui ne seront pas moins intéressants, des assiettes de vieux Sèvres, d'Angoulême, de Nyon, des tasses et des soucoupes de vieux Saxe, de Meissen ; des grands plats de Nevers, de Nyon, de Marseille, de Rouen ; des faïences des Abruzzes. Nous leur souhaitons le succès que méritent le sérieux dans la recherche, le goût dans le choix, l'exactitude et le talent dans la reproduction. J. G.

ETAT-CIVIL DE LAUSANNE

MARIAGES AFFICHÉS DANS LA SEMAINE

Jean Charles Regamey et Caroline Marie Perrin. — Frédéric-Emile Gilomen et Henriette-Louisa Allenbach.

NAISSANCES INSCRITES DANS LA SEMAINE

Le 10 décembre. Alice-Berthe Chatelet, Bernoise. — Louise-Elise Nicolas, de Carouge près Mézières. — Le 11. Emma Otto, Argovienne. — Le 12. Alice Denzé, de Chardonne. — Albert Jules-Samuel Steffen, Bernois. — Elise-Bertha Genin, Valaisanne. — Georges Louis Rossat, de Granges. — Le 14. Edouard Jacob Hünzli, Bernois. — Le 15. André-Frédéric-Daniel Colomb, Neuchâtelois. — Edouard Bersier, de Villars, Cully et Lutry. — Germaine-Emma Dumoulin, Alsacienne. — Rosa-Marie Illy, Thurgovienne. — Bertha-Elisa Herren, Bernoise. — Henri-Louis Murry, de Vallamand, Dessous. — Le 16. Constance Barlet, de Villars-le-Grand. — Lina Imboden, Bernoise. — Philippe-Jean Henri Bandolier, Valaisan. — Marie-Louise Marquis, Italienne. — Le 17. Arthur Ernest Kappeler, Bernois. — Henri-Emile Crousas soit Crousas, de Lutry et Hermance. — Le 18. Marguerite Poschard, Allemande. — Marguerite-Madeleine Guiguer, de Villars-sous-Champvent. — Maurice-René-Henri Demartines, de Rolle.

La connaissance de soi-même.

Combien de personnes connaissent la composition de leur corps ?

Voici à ce propos quelques données intéressantes : La peau a trois couches dont l'épaisseur varie entre 3 et 6 millimètres ; chaque centimètre carré de la peau a 120 pores ; la longueur totale de ces pores est de 60 kilomètres.

Le corps humain contient 150 os et 500 muscles, le poids du sang d'un adulte est de 15 kilogrammes ; le cœur a ordinairement un diamètre de 15 centimètres ; il bat 70 fois à la minute, 4,200 fois à l'heure et 35,720,000 fois dans l'espace d'une année ; chaque battement déplace 144 grammes de sang, le déplacement est donc de 5,850 kilos par jour. La totalité du sang passe en trois minutes par le cœur ; nous pouvons continuer, à l'état normal, 5 litres d'air ; nous respirons 1200 fois par heure.

On peut, par ce dernier chiffre, se rendre compte de la quantité de parcelles, molécules, poussières, microbes de toutes sortes, qui peuvent se trouver en suspension dans les 300 litres dépensés pendant ces 1200 mouvements respiratoires. Toutes ces impuretés, aussi bien que l'humidité de l'air, finesse aux bronches et aux poumons peuvent être arrêtées, et leurs effets annihilés par la simple succion de pastilles Gémélie, qu'on trouve dans toutes les pharmacies. Ces excellentes pastilles forment par la succion une cuirasse intérieure invulnérable et préservent victorieusement les voies respiratoires des rhumes, toux, bronchites, etc, si fréquents en ce moment.

Dépôts à Lausanne : pharmacies Amann, Kuenzi, Grandjean, Morin, Buttin. 6606

Als nützliches Festgeschenk für Jedermann kann wohl der Schweizer Gewerbeland 1892, empfinden vom Schweizer Gewerbeverein, bezeichnet werden. Derselbe dient sowohl als Taschen-Schreibkalender, wie als praktisches Hilfsbuch in jeder Stunde des Tages. Preis in Leinwand Fr. 2.50, in Leder Fr. 3. — Zu haben in allen Buch- und Papierhandlungen, sowie in der Buchdruckerei Michel & Buchler in Bern.

PREDICATIONS A LAUSANNE

Vendredi 25 décembre.

Fête de Noël.

CITÉ (Chapelle) : 9 1/2 h., sermon et Cène, M. Pettavel.

St-LAURENT : 9 1/2 h., sermon et Cène, M. Thelin. St-FRANÇOIS : 6 3/4 h., sermon et Cène, M. De Loës. — 9 1/2 h., sermon et Cène, M. Vallotton. — 2 h., actions de grâces, M. De Loës. — 8 h. du soir, M. Secretan.

OUÏCHY : 9 1/2 h., sermon et Cène, M. Secretan. DEUTSCHE NATIONALKIRCHE (Mercredi) : 9 1/2 Uhr, Predigt und hl. Abendmahl, Pfarrer Linder. Gessang des « Frohsinn ». — 2 Uhr : Nachmittagsgottesdienst.

TERREAUX : 9 1/2 h. du matin, M. Schröder (Cène). MARTHERAY : 10 1/4 h. du matin, M. Dupraz (Cène). — 8 h. du soir, lecture, prières et chants (avec le concours de la Société de chant sacré).

VALENTIN : 10 h. du matin, M. Cornforth. DEUTSCHE EVANGELISCHE KIRCHE : Weihnachtsfest, Martheray, 8 3/4 Uhr, Morgens, Festpredigt : Pfarrer Molon. — Terreux (grosse Kapelle), 3 Uhr : Predigt mit Weihnachtscommunion.

A nos abonnés.

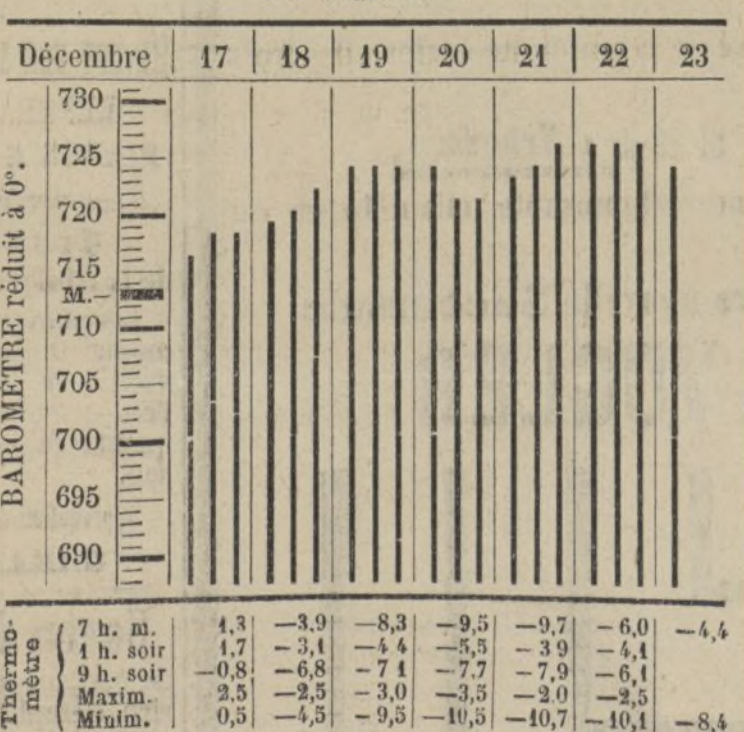
L'administration de la *Gazette de Lausanne* reçoit dès ce jour les abonnements pour 1892. Elle prie instamment les abonnés dont l'abonnement expire le 31 décembre 1891 de le renouveler le plus tôt possible afin d'éviter un trop grand encombrement les derniers jours de l'année. Bureaux : rue de St-François, 20.

Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de l'ancienne adresse et de 20 centimes en timbres.

Observations météorologiques

DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES
Champ-de-Vin : A 7 h. m., 1 h. et 9 h. s. — Alt. 555 m. ; Long. : 6° 38' 36" ; Lat. : 46° 31' — Barom. : 713 ; Therm. : 9° 6 ; Haut. d'eau : 1 m. 03.

Décembre moyenne : Baromètre 713. Thermomètre 0° 9. Pluie 95 mm.



6605. A l'occasion des fêtes de Noël,

L'ESTAFETTE

publiera un
numéro spécial illustré
et tiré sur papier de luxe. On y
lira un récit de Noël signé Prosper
MEUNIER, Une Vieillesse de
Noël, souvenirs militaires de M.
T. du P. et d'autres contes, nou-
velles et poésies de circonstance.
Ce numéro sera en vente dans
tous les kiosques et chez tous les
autres dépositaires vendant matin
25 décembre, au prix habituel de
5 centimes.

Moniteur des Rentiers.

Suisse, 3 fr. par an. 52 n° de 16
pages. Journal impartial et bien
renseigné. Publiant la liste de tous
les tirages. **PRIME** : Chaque
abonné reçoit gratuitement
le Manuel des Capitalistes,
beau volume contenant : Diction-
naire financier. Notice sur fonds
d'Etat et de villes. Etablissements
de crédit. Ch. de fer. Valeurs in-
dustrielles. Liste complète des lots
non réclamés. On s'abonne en
Suisse chez tous les libraires, et
à Paris, 10, rue Chateaudun.

LE COIN DU FEU

Revue mensuelle illustrée
pour la famille.

Médaillé d'honneur de la
Société nationale d'encourage-
ment au bien, 31 mai 1891.

SOMMAIRE de la livraison de
décembre :

Les Mages, par E. Rika, avec gra-
vure. — Le portrait de May, par
T. Combe, fin. — Anniversaire
(avec gravure), par Mme E. de
Pressensé. — Petits Oiseaux
(avec dessin de Giacomelli), par
Emilie Foret. — Lettre de Ge-
nève, par Berthe Vadier. — Une
famille dans l'embaras, par
Mme Dunning, fin.

La présente livraison est accom-
pagnée d'un supplément de 16
pages, afin de terminer avant l'an-
née les travaux en cours de publi-
cation. La collection de 1891 sera
en vente dans quelques jours.
Prix d'abonnement pour 1892 :
3 fr. 50 par année.

Rédaction et bureau : H. Mignot,
éditeur, Pré-du-Marché 17, Lau-
sanne. 6617

PLACE DE PATINAGE D'AILLE

à 20 minutes de la Gare
(29,999 mètres de superficie)

Première glace splendide

Buvette, Vestiaire, Patins, Traîneaux.
Téléphone sur la place.

Procuration.

John MATTHEY, huissier-
exploitant, porteur d'un acte de
capacité pour l'office de procu-
reur-juré, ouvrira son bureau
d'agent d'affaires le 13 janvier
prochain, maison Camille Götto-
frey, à Echallens

Cortaillois mousseux

Champagne suisse, doux, sec et brut.

L. MAULER & C

au Prieuré St-Pierre, Moitiers-Travers

AGENCE & DÉPOT

chez Robert MORELL

Rue de Bourg 25, Lausanne.

Donnez

POUR ÉTRENNES

à la jeunesse :

LA BIBLE EN IMAGES

un magnifique volume in-4°, relié
toile, Fr. 15.—

L'Ancien-Test, à part, 6.50

Le Nouv.-Test., 7.50

ETRENNES POUR TOUS

AUTOUR DE LA LAMPE

par E. Frommel, Fr. 3.—

le même relié, 4.25

CES PETITS

par F. Guillermet, Fr. 3.50

le même relié, 4.50

Envoi franco contre remb.

E. BEROU & JEHEBER

éditeurs, Genève. 6539

TRENNES UTILES

MACHINES

A COUDRE

PERFECTIONNÉES

Tous prix.

Tous modèles.

A pied et à main.

Garanties sur facture.

Compagnie "Singer"

SEULES MAISONS :

Lausanne : Casino-Théâtre.

Vevey : Rue du Lac 15.

Dépôts dans toutes les

villes du canton. 6272

6582. On achèterait d'occasion

une bicyclette.

C. B., chez M. prof. Bolle, Le

ger, Pontaise.

Avis de concours

COLLÈGE DE VEVEY

Maitre de Dessin artistique.

La place de maître de Dessin artistique au collège de Vevey
est mise au concours jusqu'au 31 décembre, par suite de la démission
du titulaire.

Traitement : Fr. 1800 pour 20 heures de leçons par semaine au
maximum.

La Société des Beaux-Arts de Vevey alloue en outre un subside an-
nuel de fr. 200.

Elle fait donner chaque année, du 15 novembre au 15 mars et deux
fois par semaine, un cours d'une heure et demie, qui a lieu le soir et
est destiné aux jeunes ouvriers industriels et elle le rémunère par 200
francs.

Le titulaire jouit donc d'un traitement total de fr. 2200.

Il sera nommé à titre provisoire pour un an et passé ce terme il
pourra être confirmé à titre définitif.

Les inscriptions, accompagnées de l'acte de naissance ou d'origine
et des certificats nécessaires, seront reçues par le Président de la Com-
mission des écoles, jusqu'au 31 décembre, à 6 heures du soir.

Les candidats pourront être soumis à un examen s'il y a lieu.

Vevey, 10 décembre 1891.

62118v-6499 Bureau de la Commission des Ecoles.

SOCIÉTÉ DE L'HOTEL SUISSE

A LAUSANNE

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée pour
le lundi 25 décembre courant, à 2 1/2 h. après-midi, au Musée
Industriel, à Lausanne.

Ordre du jour :

1. Comptes au 31 décembre 1891 ; rapport du Conseil d'adminis-
tration sur sa gestion et rapport de MM. les Commissaires-vérificateurs.

2. Ratification d'une proposition de vente pour le bloc des terrains.

3. Nomination des Commissaires-vérificateurs des comptes pour l'an-
née 1892.

4. Objets statutaires.

Les comptes, le rapport de MM. les Commissaires-vérificateurs, ainsi
que les conditions de l'offre reçue pour les terrains, seront déposés
le 18 courant chez MM. Süber et de la Harpe, banquiers, à Lau-
sanne, à la disposition de MM. les actionnaires.

Pour assister à l'assemblée générale, présenter les actions au même
bureau, avant le 25 décembre, en retirant la carte d'admission.

6357 Le Conseil d'administration.

IMPORTATION DE THÉ

de Chine, de l'Inde et de Ceylan.

THÉS DE CHINE

ET DE L'INDE

MANUEL

LAUSANNE

PAQUETS DE 500, 250 ET 125 GR

CAISSES ILLUSTRÉES DE 5 ET 10 KILOS

Dépôts dans les principales villes de la Suisse.

VINS FINS

Bordeaux (dépôt de la maison A. de Luze & fils) Bourgognes et
Beaujolais, tels que :

Morgan, Fleury, Moulin à vent, Mercurey, Rully, San-
tenay, Beaune, Pommard, Volnay, Corton, Nuits, Eche-
zeaux, Musigny, Chambertin, Romanée, Chablis, Mon-
trachet des années 1874, 1881, 1883 et 1884.

Vins fins d'ITALIE et du RHIN

Vins de : Marsala, Madère, Xérès, Malaga, Alicante,
Porto, Lunel, Frontignan, Malvoisie de Stromboli, Pedro
Ximenes, Tokay 1868 de tout premier choix.

LIQUEURS FINES

de Hollande (dépôt de la maison Bols). Une partie de très
vieilles liqueurs des îles Martiniques. Crèmes de Bordeaux, à des prix
réduits. Cognacs, Rhums, Whiskies, etc.

VINS DU PAYS

tels que : La Côte 1884 et 1887, Lavaux, Villeneuve, Yverne,
Clos du Rocher, Dézaley, Mont d'Or (de Sion), Rouge : de
Cully 1887, Cortaillois 1887, Dôle de Sion 1886.

CHAMPAGNES DES 1^{RES} MARQUES

ASTI MOUSSEUX

Expéditions en caisses de toutes dimensions, chez

6608

Robert MORELL

Rue de Bourg 25, Lausanne.

SOIERIES

noires, garanties à l'usage et soieries couleurs de tous
genres. — Echantillons franco. n°135x-6080

Fabrique de soieries réunies

ADOLF GRIEDER & C^{ie}, ZURICH

Recommandables comme jolis cadeaux de fêtes.

Cigares allemands, bien conditionnés, 1^{re} qualité.

Tip-Top, à fr. 3.— El Merito, à fr. 3.60

Flor de Creta, à fr. 3.60 El Privilegio, à fr. 3.70

Flor de Aroma, à fr. 4.20 Spina, à fr. 5.—

UK, à fr. 5.— Justicia, à fr. 7.50

Par caisson de 100 pièces, franco contre remboursement.

Oscar Roggen, à la Rive, Morat.

SINAPISME RIGOLLOT

Moutarde en feuilles, INDISPENSABLE DANS LES FAMILLES.

Le plus Simple, le plus Commode, le plus Efficace des RÉVULSIFS

sur chaque feuille.

SE VEND DANS TOUTES LES PHARMACIES

DÉPÔT GÉNÉRAL : Avenue Victoria, 24, PARIS

Hôtel Beau-Site et du Belvédère.

Belles salles pour banquets. Repas de noces, soirées, bals, etc., etc.

Cuisine et vins excellents. Service prompt et soigné. 5369

Henry LEIBFRIED, propriétaire.

MISE DE VINS

La Municipalité de Payerne exposera en vente, par enchères
publiques, à la pinte communale de LA VENTE, à Payerne, le

samedi 16 janvier 1892, à 2 heures de l'après-midi, aux condi-
tions qui seront lues avant la mise, les vins de la récolte de 1891 pro-
venant des domaines que la commune possède rière Lavaux, qui sont

encavés à Payerne, savoir :

11,039 litres vin blanc en 5 vases.

843 rouge en 1 vase.

Il sera vendu 1 vase par quantité de 1000 litres et 1 dit par 80 litres.

Des échantillons de ces vins seront déposés à la mise.

6610 Greffe municipal.

Librairie E. DENTU, Editeur, 3 et 5, place de Valois, Paris.

ÉTRENNES 1892

G. LE FAURE. — Nouvelles aventures.

LA GUERRE SOUS L'EAU

Un beau volume grand in-8° Jésus avec 120 illustrations de
Fernand Fau, couverture de José Roy.

Prix : Broché, 6 fr. ; riche cartonnage toile, 9 fr.

IMBERT DE SAINT-AMAND

LA COUR DE CHARLES X

Un fort vol. in-4° raisin, illustré de 16 fac-similé, 4 grandes gra-
vures sur acier, 3 dessins en couleurs.

Prix : Broché, 30 fr. ; demi-reliure amateur, 40 fr.

G. JAIME, lieutenant de vaisseau.

DE KONLIKORO A TOMBOUCTOU

sur la canonnière « Le Mage ». Un magnifique volume in-8°
raisin, illustrations par Girardin, G. Profit, Pierre Vignal.

Prix : Broché, 8 fr. ; cart. toile, 12 fr.

Voici trois très intéressants volumes, magnifiquement illustrés,
que la librairie DENTU offre au public à l'occasion des étrennes.

L'un est de M. Imbert de St-Amand, il a pour titre La cour de
Charles X. Le tableau que l'auteur nous présente de cette cour

est une des plus saisissantes évocations que l'éminent historien ait
encore tentées. Les personnages y sont admirablement représentés,
et les faits à travers lesquels ils s'agitent sont, dans leur rigoureuse

exactitude, extrêmement dramatiques et émouvants.

L'autre volume est de M. G. Le Faure et s'intitule La Guerre
sous l'eau. Il touche à une question palpitante d'actualité ; s'inspi-
rant des expériences du Gaubet et devant la solution complète

du problème, l'auteur arme en course un bateau sous-marin et en-
traîne avec lui le lecteur dans les insondables profondeurs de la
mer, en mille aventures terribles ou merveilleuses. Récit des plus

vifs et des plus poignants, dans une superbe couverture en couleurs

d'après l'aquarelle de José Roy, le livre contient plus de cent cin-
quante compositions de Fernand Fau.

Le troisième livre d'étrennes édité cette année par DENTU est
l'ouvrage de M. Lacroix-Danliard, Au Bois, légendes et études sur
les mœurs des quadrupèdes de chasse ou de gibier à poil.

Les notions que l'auteur a recueillies sont très variées, très neu-
ves, très curieuses, et chacun, chasseur ou non, aura avantage à se
les approprier.

Le livre contient en outre les indications les plus précieuses et les
plus utiles sur les divers modes de chasse et les différents systèmes de
piégeage.

Le texte est illustré de nombreux dessins, dont plusieurs sont des
compositions du plus grand mérite et formant autant de petits ta-
bleaux.

CHOCOLAT SUCHARD

ARTICLES DE FANTAISIE

pour fêtes de Noël et Nouvel-An.

BONBONS AU CHOCOLAT

PRALINÉS — GIANDUJA — NOISETTES

AU BON GÉNIE

3, rue St-François 3

LAUSANNE

POUR ÉTRENNES

Grand assortiment de Robes de chambre.

COIN DE FEU — FLOTTEURS

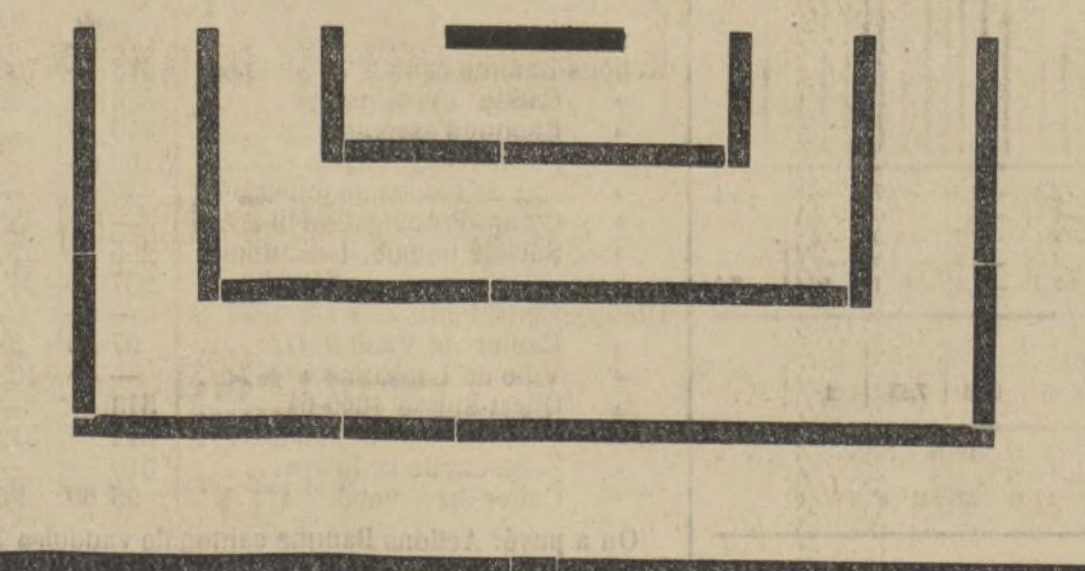


Ayant, à partir du 1^{er} janvier 1892, pris en régie la publicité entière des trois
premiers journaux de cette ville, soit de

l'« Adriatico », de la « Gazzetta di Venezia » et de la « Venezia », nous avons l'honneur de porter à la connaissance de notre honorable clientèle et du
public en général, que dès cette date est ouverte

Place St-Marc (Maison de l'Horloge) notre nouvelle Succursale

HAASENSTEIN & VOGLER



Ayuntamiento de Madrid

OLD Only OLD
England fashionable English
English tailors



Sur mesure | Sur mesure
PANTALONS COMPLET

5524 19.50 95.00

THE PEKOE DES INDES

FIN ET SURFIN

2 et 2 fr. 50 la 1/2 livre ; 4 et 5 fr. la livre. 6615

J. CASAYS-MONAT

Avenue de Rumine 6.

VINS FINS ET VINS DE TABLE

GARANTIS NATURELS

GRANDE OCCASION

Nous offrons

1 grand boa en fourrure

longueur 2 m. 50

en véritable peau Angora

6589] couleur blanche, la pièce

3 fr. 75 ; couleur grise et

noire, la pièce 4 fr. 50.

Geschwister Knopf

KARLSRUHE (Bade).

6612. Une fabrique de ver-
nis, couleurs, etc., établie de-
puis environ 25 ans, étant bien
introduite dans toute la Suisse,
cherche un

représentant

sérieux pour la place de Lausan-
ne et ses environs. Suisse alle-
mand préférée.

Adresser offres sous initiales H

14120 L. à l'agence de publicité

Haasenstein & Vogler, à

Lausanne.

Représentant en vins.

6600. Une maison importante et
sérieuse, du Midi, cherche un re-
présentant actif pour lui donner
en consignation des parties de
vins rouges de table, garantis na-
turels et faciles à placer, pour
vente à la clientèle bourgeoise et
hôtelière.

Grande remise. Très bonnes ré-
férences sont indispensables. Offr.

sous R. 5167, à Rodolphe

Mosse, à Zurich.

Vins en gros.

6569. Une maison de vins
en gros de la Suisse française
cherche un VOYAGEUR

parfaitement qualifié et ré-
commandé, connaissant la clien-
tèle de la Suisse orientale.

Bon traitement et provi-
sion.

S'adr sous initiales Y 8614 P, à

Haasenstein & Vogler, à

Berne.

DEMANDE DE PLACE

6488. Une compagne expérimen-
tée pour costumes et confections,
cherche place dans une maison de
confections. Ecrire sous H4494M

à Haasenstein & Vogler, Montreux

POUR GÉOMÈTRES

6551. Demandé un stagiaire-
géomètre sérieux et capable, con-
naissant le levé des plans et sa-
chant bien écrire et dessiner. Adr.

les offres sous chiffre H 790 N, à

Haasenstein & Vogler, à

Neuchâtel.

UNE JEUNE FILLE

[6464] forte et d'un extérieur

agréable, de famille respectable,

desirant apprendre le français,

cherche place de femme de

chambre ou de cuisinière

dans une famille peu nombreuse,

de préférence à Lausanne ou aux

environs. Elle tiendrait plutôt à

un bon traitement qu'à un